

<https://47.snuipp.fr/L-ecole-les-eleves-et-les-personnels-meritent-mieux>



# L'école, les élèves et les personnels méritent mieux.

- À suivre - Communiqués nationaux du SNUipp -

Date de mise en ligne : vendredi 15 mars 2024

Dernière mise à jour : 15 mars 2024

---

Copyright © FSU-SNUipp 47 - Tous droits réservés

---

# Déclaration préalable au CSE [1] du 14 mars 2024

Monsieur le Président du CSE,  
Mesdames et messieurs les membres du CSE,

L'année scolaire est loin d'être terminée mais elle aura déjà démontré la responsabilité du gouvernement à provoquer une crise majeure dans l'Éducation nationale. Ce sont les élèves et les personnels qui font les frais de cette valse des ministres. Si nous pouvons nous satisfaire d'avoir retrouvé un ministère de plein exercice, nous ne sommes pas dupes, la politique éducative n'est pas décidée dans cette maison mais bien ailleurs. En témoigne le flou provoqué par les déclarations de la ministre aux organisations syndicales la semaine dernière sur l'organisation du choc des savoirs au collège tout de suite retoquées par le premier ministre. Et que dire de l'absence aujourd'hui en CSE et hier en CSA MEN de la ministre ...

Mais c'est également la latence du pouvoir sur la politique menée. Ainsi les sujets majeurs comme la formation des enseignants ou bien encore le déroulement de carrière attendent toujours des arbitrages dont on nous dit que la crise agricole et la situation internationale empêchent toute prise de décision. La cause de l'école emportée à Matignon est bien passée au second plan voire au troisième ou quatrième plan.

Les annulations de crédits qui vont peser sur les moyens pour l'école sont la preuve que l'École n'est pas la préoccupation majeure du Président et du premier ministre, pour lui donner les moyens de fonctionner ou bien encore pour revaloriser les salaires.

Dans le premier degré, les 138 millions d'économie mettent à mal l'urgence de la revalorisation salariale pourtant fortement attendue par la profession. Les augmentations de ces dernières années n'ont pas suffi à gommer l'inflation, ni à rattraper 20 ans de déclasserement salarial.

Sans compter que dans le premier degré, profession féminisée à 85%, les femmes accusent toujours un déficit de rémunération de 8% en moyenne par rapport aux hommes. Une moyenne qui cache des inégalités beaucoup plus grandes en fin de carrière et se répercutent sur le montant des pensions. Et ce ne sont ni le Pacte, ni la rémunération au mérite qui vont changer la donne, bien au contraire.

Pourtant du budget, il y en a quand il s'agit de distribuer des pièces de 2 € à chaque élève d'élémentaire pour les JOP ou bien encore pour financer l'uniforme ou le SNU.

Ces annulations de crédits vont également avoir des conséquences sur les moyens donnés à l'école publique pour qu'elle fonctionne, ainsi plus d'un mois après le lancement des opérations, la brutalité de la carte scolaire continue d'alimenter les contestations localement. Boycotts des instances représentatives, votes unanimes contre, les fronts de refus avec les parents d'élèves et les élu-es sont partout sur le territoire. Ils dénoncent ces choix dont va pâtir l'ensemble du service public d'éducation.

A ce jour, alors que les derniers CDEN se tiennent, nous totalisons 5205 fermetures de classes pour 2971 ouvertures. Cette volonté du gouvernement de fermer des classes dans des territoires ruraux continue de mettre en difficulté notre démocratie et ouvre un boulevard à l'extrême droite.

La FSU-SNUipp demande l'annulation des 650 postes supprimés à la rentrée. Mais partout la résistance se met en place à l'instar de la mobilisation d'ampleur qui traverse tout le département de la Seine Saint-Denis. Les personnels de l'Éducation ont relevé la tête à un moment où l'école du 93 est en état d'urgence absolu.

Leur lutte articule l'impératif que l'État investisse massivement dans les services publics et la nécessité d'un changement de politique éducative. Il ne s'agit pas d'obtenir plus de moyens pour encore plus trier les élèves mais

bien d'obtenir des moyens de faire du mieux d'école.

Alors oui nous avons bien compris que la volonté d'Emmanuel Macron et de Gabriel Attal était d'imposer une politique éducative quoiqu'en disent les professionnels de terrain, les parents d'élèves et la communauté scientifique.

La FSU-SNUipp continue de demander l'abandon du « choc des savoirs » qui va encore plus creuser les inégalités et va détériorer le métier en dépossédant les enseignantes et enseignants de leur expertise. Ainsi, les programmes d'EMC et les lettres d'intentions du CSP en vue de l'écriture des programmes de français et de mathématiques en cycle 2 sont terriblement inquiétants.

En premier lieu, ce sont les évaluations nationales qui vont servir à organiser les compétences des élèves. Les organisations syndicales représentatives des personnels dans le premier degré demandent la fin du caractère obligatoire des évaluations nationales standardisées et généralisées et appellent les PE à signer massivement la pétition pour en exiger l'abandon.

Ces évaluations comme la labellisation des manuels sont des attaques contre la liberté pédagogique et le métier enseignant. La FSU-SNUipp s'oppose à cette volonté de faire des professeurs des écoles des exécutantes et exécutants, le métier d'enseignant est un métier de haute qualification, son expertise doit être reconnue. Il est urgent de faire confiance aux PE.

L'école, les élèves et les personnels méritent mieux. La profession, les familles et plus largement l'opinion publique ne veulent pas d'une école qui exclut mais d'une école où toutes et tous ont leur place, où tous les élèves acquièrent des savoirs et savoirs faire ensemble, une école qui construit du commun. C'est cette école publique avec de fortes ambitions, que la FSU-SNUipp et l'ensemble de la profession continuent de défendre et de promouvoir.

---

[1] CSE : Conseil Supérieur de l'Éducation